

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2010/04

**Les agriculteurs dans les
enquêtes ménages de l'Insee**

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

E 2010/04

**Les agriculteurs dans les enquêtes ménages de l'Insee
(situation en septembre 2009)**

*Sophie VILLAUME
chargée d'études
Division Agriculture*

Date de parution

*Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'INSEE et n'engagent que leurs auteurs.
Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.*

Les agriculteurs dans les enquêtes ménages de l'Insee

Résumé :

Ce document s'adresse aux personnes souhaitant réaliser des études socio-démographiques sur les agriculteurs et ménages d'agriculteurs. On y trouve un récapitulatif des différentes sources Insee existantes permettant d'obtenir des données sur ces sujets. Pour chaque source, on détaille le thème de l'enquête (principaux sujets abordés), le nombre d'individus/ménages interrogés au total et le nombre d'agriculteurs/ménages d'agriculteurs interrogés parmi eux.

Mots-clés : agriculteurs, enquêtes ménages, études socio-démographiques

Table des matières

Tableau récapitulatif	5
Enquête Budget de Famille	7
Enquête Patrimoine	7
Enquêtes Permanentes sur les Conditions de Vie (EPCV)	8
Le dispositif SRCV (Statistiques sur les Ressources et les Conditions de vie)	12
Enquête Emploi du temps	13
Enquête Logement	14
Enquête Emploi	15
Enquête Formation Qualification Professionnelle	16
Enquêtes Revenus Fiscaux	17
Enquête Santé	18
Enquêtes de recensement	19
Enquête Étude de l'Histoire Familiale	20
Echantillon Démographique Permanent (EDP)	20
Enquête "La construction des identités" ou Histoire de Vie 2003	21

Tableau récapitulatif

SOURCE	DATE DES ENQUÊTES LES PLUS RÉCENTES	NOMBRE DE PERSONNES/ MENAGES INTERROGES	NOMBRE D'AGRICULTEURS EXPLOITANTS ENQUÊTÉS (CRITÈRE=CSP)	THÈME
Enquête Budget de Famille	- 2006 - 2001 tous les 5 ans	25 000 logements tirés, 10 240 ménages ont répondu soit 25 364 individus	2006 : 189 ménages d'agriculteurs	Consommations détaillées des ménages
Enquête Patrimoine	2009/2010 2003/2004	15000 fiches adresses tirées en 2003, 8977 répondants ; L'échantillon de 2009 sera constitué d'environ 21 000 ménages	500-600 ménages d'agriculteurs en 2003/2004	Actifs financiers, immobiliers et professionnels des ménages
Enquêtes permanentes sur les conditions de vie (EPCV)	3 enquêtes par an depuis 1996 jusque 2004 ; puis 2 par an (janvier et octobre)	8500 logements tirés, environ 6000 ménages répondent	En moyenne 135 ménages d'agriculteurs ont répondu aux EPCV de janvier sur la période 1996 - 2006	<u>Janvier</u> : qualité de l'habitat, du voisinage, des équipements collectifs de proximité, insécurité <u>Mai</u> : santé, difficultés financières, confort et équipement du logement <u>Octobre</u> : emploi, conditions de travail, contacts familiaux, vie associative, loisirs
Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV)	nouveau depuis 2004 l'enquête ERCV remplace l'EPCV de mai	échantillon de 12000 ménages	ERCV : Environ 400 ménages d'agriculteurs soit 700 individus	
Enquête Logement	- 2006 - 2002	30 000 fiches adresses tirées soit environ 20000 répondants	382 ménages d'agriculteurs	Caractéristiques du logement
Enquête Emploi en continu	trimestrielle depuis 2002	38 000 ménages répondants chq trimestre sur 54 000 interrogés, soit environ 72000 personnes		Position sur le marché du travail, recherche d'emploi, activité professionnelle antérieure, formation,...
Enquête Emploi du temps	- 2009 - 1998/1999	objectif : 8 000 ménages répondants (hors DOM)	En 1998 : 803 agriculteurs exploitants	Emploi du temps détaillé
Enquête FQP	2003 1993	24 600 ménages répondants sur 40 000 interrogés, soit 39 300 personnes répondantes.	2003 : 739 agriculteurs répondants (individus)	Situation professionnelle actuelle et 5 ans auparavant, formation, milieu familial d'origine, revenus...
Enquête Revenus fiscaux	Annuelles depuis 1996	Echantillon de 75000 ménages (retenu à partir de l'enquête emploi annuelle)	2007 : 640 agriculteurs et 401 ménages d'agriculteurs.	Données de l'enquête emploi annuelle appariées avec les déclarations fiscales

SOURCE	DATE DES ENQUÊTES LES PLUS RÉCENTES	NOMBRE DE PERSONNES/ MENAGES INTERROGES	NOMBRE D'AGRICULTEURS EXPLOITANTS ENQUÊTÉS (CRITÈRE=CSP)	THÈME
Enquête Santé	2002-2003 1991-1992 1980-1981	25 000 logements enquêtés, environ 16800 répondants		Mesurer la santé des enquêtés, les consommations de soins, caractériser les déterminants de la santé
Recensement de population	Les derniers recensements exhaustifs ont eu lieu en 1982, 1990 et 1999 . Depuis janvier 2004, une nouvelle méthode de recensement annuelle a été mise en place.	<u>Communes de moins de 10000 habitants</u> : enquête de recensement exhaustive tous les 5 ans, à raison d'1/5 de la commune chaque année. <u>Communes de 10000 habitants ou plus</u> : enquête annuelle par sondage auprès d'un échantillon de population.		Le bulletin individuel donne quelques caractéristiques de l'individu : sexe, âge, état matrimonial, nationalité, diplômes, emploi, secteur d'activité économique... La feuille de logement décrit les caractéristiques - du ménage : taille, liens familiaux, nombre de voitures ... - et du logement : taille, type d'occupation, confort...
Enquête Famille	1999 1990 1982 nouvelle enquête vers 2012	Enquête couplée au recensement 1999 : 380 000 individus de 18 ans ou plus ont rempli 1 bulletin de 4 pages sur leur situation et histoire familiale		Situations matrimoniales, formation et recomposition des familles, caractéristiques des enfants et des parents. Partie thématique sur la transmission des langues.
Echantillon démographique permanent	Alimenté de façon permanente par les données des recensements et de l'état civil Nouvelle base intégrant le nouveau RP dans plusieurs mois	Environ 900 000 enregistrements		Informations essentiellement démographiques : actes d'état civil et informations consignées dans les bulletins de recensement successifs
Enquête Vie quotidienne et Santé	2007 1999	2007 : Collecte auprès d'environ 100 000 ménages (90 000 ménages en métropole)	Pas de CS demandée dans l'enquête	Etat de santé général et situation de handicap; cette enquête sert surtout de filtre pour l'enquête Handicap Incapacité dépendance (pour pouvoir surreprésenter les personnes handicapées)
Enquête Handicap Incapacité Dépendance	2008/2009 1999/2001	Collecte auprès d'environ 25 000 ménages et 10000 personnes vivant en communauté		-santé, santé mentale, recours aux soins -déficiences, incapacités -besoins d'aide, aides reçues -situation familiale, emploi, revenus, loisirs...
Enquête Histoire de Vie, construction des identités	2003	Environ 8000 individus répondants, dont un peu plus de 4000 actifs occupés	328 agriculteurs ou anciens agriculteurs répondants	-repères biographiques, situation familiale - vecteurs identitaires : importance que l'individu attache à son emploi, sa famille, ses loisirs etc pour se définir

Enquête Budget de Famille

Cette enquête permet d'étudier les dépenses des ménages : on enregistre leurs montants et leurs natures, ventilées dans une nomenclature d'environ 900 postes budgétaires (200 dans la nomenclature COICOP - Classification of individual consumption by purpose - de diffusion). Toutes les dépenses sont couvertes, y compris celles qui ne relèvent pas de la consommation de biens et services (au sens des Comptes Nationaux) : impôts et taxes, primes d'assurances, gros travaux dans le logement, transferts interménages, achats de biens d'occasion, remboursements de crédits.

Outre les dépenses proprement dites, l'enquête recueille également des éléments d'information sur les consommations qui ne donnent pas lieu à dépense : autoconsommation alimentaire, principaux avantages en nature fournis par l'employeur (disposition d'un logement, d'un véhicule, fourniture gratuite d'électricité, de gaz, ...).

L'étude des ressources est devenue depuis 1994-95 un autre objectif de l'enquête. L'enquête «Budget de Famille » enregistre toutes les formes de ressources sur une base déclarative : revenus imposables ou non, prestations sociales, sommes provenant d'autres ménages, ressources exceptionnelles (loto, héritage, prime de licenciement, ...).

Afin d'éliminer la saisonnalité des dépenses, la collecte de l'enquête " Budget de Famille " est étalée sur 12 mois (elle est répartie en 8 vagues de 6 semaines). Chaque ménage interrogé doit remplir un questionnaire et chaque membre du ménage de plus de 14 ans remplit un carnet de compte individuel.

La dernière enquête en date a débuté en janvier 2005 et s'est terminée en décembre 2005. L'enquête Budget de Famille a lieu tous les 5 ans (il y en a eu en 2000-2001, 1994-1995, 1989, 1984-1985, 1976). En 2005, 10 240 ménages ont répondu, soit 25 364 individus. Parmi ces 10 240 ménages, 189 correspondent à des ménages où la personne de référence a pour catégorie socio-professionnelle agriculteur exploitant.

Enquête Patrimoine

Cette enquête a pour objectif de décrire les actifs financiers, immobiliers et professionnels des ménages. Elle permet d'observer la distribution des patrimoines des ménages, ainsi que les taux de détention des différents actifs patrimoniaux. Elle apporte aussi une information très complète sur les facteurs explicatifs du patrimoine : biographie familiale et professionnelle, héritages et donations, revenus et situation financière, motifs de détention (ou de non-détention) des différents actifs. L'enquête 2009 essaiera également d'apporter un éclairage sur les dimensions culturelle, sociale et familiale du patrimoine.

Parmi les thèmes abordés, on peut citer : caractéristiques sociodémographiques des ménages ; détention individuelle des actifs financiers, immobiliers et professionnels ; évaluation du montant détenu pour chaque actif ; description du logement principal et des autres logements ou terrains possédés par le ménage ; description de l'activité d'indépendant d'une personne du ménage, et du patrimoine et de l'endettement professionnels ; revenus et situation financière du ménage ; trajectoires d'activité professionnelle, histoire conjugale du ménage, enfants vivant hors domicile ; héritages et donations, aides à la famille ; endettement du ménage ; participation sociale et culturelle ; habitudes familiales.

L'enquête est réalisée tous les six ans environ depuis 1986 : il y en a eu en 1986, 1991, 1997, 2003. La prochaine enquête sera réalisée sous Capi entre le 19 octobre 2009 (2 novembre 2009 pour la Guadeloupe et la Martinique) et le 31 janvier 2010. La collecte de l'enquête Patrimoine 2009 concerne un peu plus de 21 000 ménages, dont 3 000 environ dans les DOM. Il y aura une surreprésentation d'agriculteurs. Les résultats seront diffusés notamment sous la forme de plusieurs INSEE Première au 1er semestre 2010. Les premiers résultats, relatifs aux taux de détention, seront diffusés sous la forme d'un INSEE Première à la fin du 1er semestre 2010.

La dernière enquête date de 2003/2004 : elle a eu lieu du 6 octobre 2003 au 17 janvier 2004. L'échantillon était alors composé de 15 000 fiches adresses, environ 9000 ménages ont répondu. Les catégories surreprésentées étant les indépendants ou employeurs, les cadres, les retraités et les habitants de quartiers aisés.

Enquêtes Permanentes sur les Conditions de Vie (EPCV)

Le dispositif d'Enquêtes Permanentes sur les Conditions de Vie (EPCV) a été mis en place à partir de 1996 et donne lieu depuis cette date jusqu'en 2005 à trois enquêtes par an. Les enquêtes ont lieu du 1^{er} au 31 du mois de l'enquête (janvier, mai, octobre). Ce dispositif comporte trois parties :

La partie "indicateurs sociaux" est destinée à appréhender et mesurer régulièrement certains aspects de la vie des ménages. Cette partie aborde donc des thèmes qui reviennent chaque année. Trois groupes d'indicateurs ont été définis, chacun correspondant à une vague du dispositif annuel :

L'enquête de janvier traite des questions de la qualité de l'habitat et de l'environnement :

- Nuisances à proximité du logement (bruit, pollution),
- Proximité des équipements (alimentation, cinéma, poste, école...),
- Sécurité personnelle (cambriolage, vol de voiture, vols divers, agressions)

L'enquête de mai concerne :

- Santé,
- Endettement (emprunt et crédits),
- Epargne (au cours des 12 derniers mois et à disposition),
- Variation du revenu,
- Opinion sur le niveau de vie,
- Difficultés financières et de logement (situations de précarité)
- Equipement en biens durables : 15 équipements sont concernés. Mais tous ne sont pas demandés chaque année. Seuls ceux en développement rapide sont demandés annuellement (ordinateurs par exemple). La liste est la suivante : réfrigérateur sans congélateur, congélateur, combiné réfrigérateur-congélateur, lave-vaisselle, four à micro-ondes, lave-linge, sèche-linge ou lave linge séchant, téléviseur couleur, magnétoscope, chaîne hi-fi, caméscope, répondeur téléphonique, minitel, téléphone portable, micro-ordinateur.

L'enquête d'octobre aborde les questions liées à la participation sociale des personnes, à la fois au travers de l'emploi et des conditions de travail, des contacts familiaux, de la vie associative et des loisirs :

- Conditions de travail (contraintes matérielles et organisationnelles),
- Contacts professionnels (relations hors du travail),
- Formation professionnelle au cours des 12 derniers mois,
- Relations de voisinage (fréquence, intensité, conflits)
- Participation électorale et associative,
- Éducation (connaissance linguistiques)
- Liens de parenté (contacts au cours des 12 derniers mois et situation des parents au cours de la scolarité)

La seconde partie, dite "partie variable", est une enquête consacrée à un aspect particulier des conditions de vie des ménages. Le thème de cette partie est variable d'une enquête à l'autre.

Thèmes des enquêtes permanentes conditions de vie

Nom de l'enquête	Date de collecte
Vacances à domicile	mai 1995
Détentions d'actifs	janvier 1996
Services de proximité	Mai 1996
Assurances	Octobre 1996
Travail et modes de vie	Janvier 1997
Relations de la vie quotidienne et isolement	Mai 1997
Réseaux de parenté et entraide	Octobre 1997
Pratiques environnementales	Janvier 1998
Lieux et habitudes d'achats	Mai 1998
Fécondité, départ enfants (INED)	Octobre 1998
Insécurité	Janvier 1999
Service de proximité	Mai 1999
Vacances	Octobre 1999
Détention de patrimoine	Mai 2000
Les transmissions familiales	Octobre 2000
Vie de quartier	Janvier 2001
Santé et conditions de vie	Mai 2001
Les nouvelles technologies	Octobre 2001
Vie associative	Octobre 2002
Pratiques culturelles et sportives	Mai 2003
Familles et éducation	Octobre 2003
Vacances	Octobre 2004
Environnement	Janvier 2005
Technologies de l'information et de la communication	Octobre 2005
Camme	Janvier 2006
Rémunération et justice	Octobre 2006
Déprivation ?	Janvier 2007
Sport-culture ?	Octobre 2007
Vacances	Octobre 2008

Ces deux parties s'articulent autour **d'une partie commune** : le tableau de composition du ménage (TCM) décrivant les caractéristiques socio-démographiques des individus du ménage, et un court questionnaire sur les revenus du ménage.

Chacune des vagues d'interrogation est mise en oeuvre sur un échantillon de 8 000 à 8 500 logements tiré de l'échantillon-maître de l'INSEE. Les échantillons de janvier, mai et octobre sont indépendants : il est donc impossible de réunir l'information complète des indicateurs sociaux d'une année donnée et portant sur les mêmes ménages. En revanche, les occupants d'un logement donné sont interrogés deux années de suite à la même date : l'échantillon est renouvelable par moitié tous les ans. Au final, chaque fichier d'enquête fournit des résultats sur un peu moins de 6 000 ménages effectivement répondants.

Des pondérations sont calculées ex post. Ces pondérations sont utilisées à la fois pour redresser la non-réponse à l'enquête, pour corriger le plan de sondage des personnes répondantes qui, lors du tirage au sort dans les ménages, porte à sous-estimer le nombre des personnes vivant dans des ménages nombreux, et pour assurer une meilleure représentativité de l'échantillon par rapport à la population présente sur le territoire. La population de référence est celle de l'enquête Emploi de la même année. Un calage sur marge du fichier de l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages sur le fichier de l'enquête Emploi selon plusieurs critères permet de calculer les poids qui seront attribués à chaque ménage. Ce calage tient compte, pour chaque ménage, des critères suivants :

- au niveau du ménage : le nombre total de personnes composant le ménage, le statut d'activité de la personne de référence, la catégorie de commune de résidence (taille de l'unité urbaine).

- au niveau des personnes composant le ménage : le nombre des personnes dans chaque sous catégorie de sexe et âge décennal.

- au niveau des personnes éligibles (de 15 ans ou plus) du ménage : le sexe, l'âge et le statut d'activité.

Le dispositif des indicateurs sociaux dans EPCV est refondu à partir de 2005. Il n'y a désormais plus que deux EPCV par an, une en janvier, l'autre en octobre. Les indicateurs sociaux de mai sont maintenant disponibles dans l'enquête européenne ERCV (enquête ressources et conditions de vie). L'échantillon est le même en janvier et en octobre : tous les individus du ménage sont interrogés en janvier (dans la limite de cinq maximum) ; en octobre on interroge un seul individu du ménage, éligible en janvier.

Nombre de ménages et d'individus agriculteurs dans les EPCV de janvier :

EPCV Année d'enquête (janvier)		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Total	Moyenne sur la période 1996-2006
Fichiers MÉNAGE	Nombre de ménages répondants	5 788	5 888	5 807	5 555	5 773	5 594	5 764	6 007	6 351	6 210	5 981	64 718	5 883
	- dont ménages d'agriculteurs (pcspr8='1')	114	124	120	112	123	104	114	114	108	238	216	1 487	135
	part des ménages d'agriculteurs parmi les ménages répondants	2,0	2,1	2,1	2,0	2,1	1,9	2,0	1,9	1,7	3,8	3,6	2,3	2,3
N.B : avant 2005, il n'existait pas de variable détaillée de niveau ménage permettant de connaître le nombre d'anciens agriculteurs parmi les retraités														
Fichiers INDIVIDUS	Nombre d'individus	14 631	15 028	14 516	14 014	14 381	13 710	14 049	14 618	15 128	14 936	14 249	159 260	14 478
	- dont d'agriculteurs (pcs42='11', '12', '13' ou '71')	529	568	568	493	495	438	464	516	461	388	361	5 281	480
	- dont d'agriculteurs en activité (pcs42='11', '12' ou '13')	210	229	220	198	207	175	194	204	186	163	145	2 131	194
	- dont d'agriculteurs en retraite (pcs42='71')	319	339	348	295	288	263	270	312	275	225	216	3 150	286
	part d'agriculteurs parmi les individus	3,6	3,8	3,9	3,5	3,4	3,2	3,3	3,5	3,0	2,6	2,5	3,3	3,3

Le dispositif SRCV (Statistiques sur les Ressources et les Conditions de vie)

Le dispositif SRCV est la partie française du système communautaire EU-SILC (European Community-Statistics on Income and Living Conditions). Ce dispositif s'articule **en deux composantes** : une composante « transversale » sous forme d'enquête traditionnelle annuelle, et une composante « longitudinale » sous forme de panel. En France, l'ensemble de l'enquête et du panel s'appelle « Statistiques sur les ressources et les conditions de vie » (SRCV) ; **l'enquête transversale s'appelle « Enquête sur les ressources et les conditions de vie » (ERCV) ; le panel s'appelle « Panel sur les ressources et les conditions de vie » (PRCV).**

Périodicité

Annuelle à partir de 2004.

Méthodologie

Chaque année, le panel sera alimenté par des ménages enquêtés dans l'enquête transversale. Les ménages du panel seront interrogés jusqu'à neuf années de suite. L'échantillon sélectionné pour l'enquête transversale comportera environ 16 000 logements permettant d'obtenir environ 9 000 ménages répondants. La plupart des ménages ayant répondu à la 1^{ère} enquête transversale (échantillon de 8/9^{ème}) constitueront la 1^{ère} vague du panel, et les personnes appartenant à ces ménages (individus panels) seront interrogées jusqu'à huit années supplémentaires. Chaque année, environ 4000 ménages seront interrogés pour la 1^{ère} fois dans le cadre de l'enquête transversale. Les ménages répondant intégreront alors le panel (schéma rotatif). L'enquête transversale utilisera l'ensemble des interrogations et ré-interrogations de l'année en cours. La collecte de l'enquête transversale comme du panel a lieu chaque année de mai à juillet.

Objectifs

Ces enquêtes sont la partie française du système communautaire EU-SILC (European Community-Statistics on Income and Living Conditions), destiné à prendre la suite du Panel européen. Le projet vise d'abord à obtenir les indicateurs structurels produits pour le rapport de synthèse annuel dans le domaine de la répartition des revenus, du nombre de pauvres et d'exclus, et de la composition de ce groupe social dans les Etats membres. Il a également pour fin de mettre une base de micro-données sur les revenus et les conditions de vie à disposition des chercheurs afin qu'ils puissent mener des études comparatives sur les inégalités et le rôle des politiques sociales et fiscales dans la réduction des inégalités.

Thèmes abordés

Thèmes permanents reconduits chaque année :

- Composition du ménage, données biographiques de base sur les personnes du ménage,
- Revenu disponible, revenu brut et composantes du revenu brut sur une année de référence (année civile n-1),
- Revenu courant
- Epargne, endettement, retards de paiement, indicateurs de déprivation,
- Logement, équipement, confort, environnement
- Diplômes, suivi d'une formation
- Emploi, salaire et horaire courant pour les salariés, recherche de travail
- Santé (maladies chroniques, incapacités, accès aux soins).

Outre ces thèmes permanents, un thème complémentaire est introduit chaque année sous forme de module "ad hoc" (ainsi, en 2005, un module "transmission intergénérationnelle de la pauvreté").

Le questionnaire reprend certaines questions de l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie (EPCV) de mai, dont le suivi a été jugé indispensable pour les besoins propres du système statistique français, mais qui ne sont pas retenues dans le projet européen. L'enquête ERCV se substituera donc à l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie de mai, supprimée à partir de 2004, pour produire la plupart des « indicateurs sociaux » dans ce domaine.

Dans SRCV il y a en moyenne 400 ménages où la personne de référence est ou a été agriculteur (700 individus)

Enquête Emploi du temps

Cette enquête a pour objectif de collecter des données sur la façon dont les individus organisent leur temps. Elle est complétée par un module " Décisions dans le couple " (DDC) consacré aux modes de décisions au sein du ménage.

Parmi les thèmes abordés, on peut citer la séquence des activités des individus dans une journée donnée ; les caractéristiques socio-économico-démographiques des enquêtés ; la répartition des tâches professionnelles et domestiques ; et pour un sous-échantillon les modes de prise de décisions (discussions, négociations) au sein des couples ; les écarts de ressources entre les conjoints ; la gestion des ressources personnelles et communes.

L'enquête de 2009 serait la cinquième en France après celles de 1966, 1974, 1985 et 1998. L'enquête aura lieu en six vagues de septembre 2009 à septembre 2010, auprès de ménages ordinaires et de leurs membres en France métropolitaine et dans les DOM. La collecte sera réalisée en deux visites, en face à face par enquêteur. Une 3ème visite par téléphone est prévue pour les répondants au module " décisions dans le couple ". L'enquête vise environ 8 000 ménages répondants en France métropolitaine soit environ 15 000 individus - c'est un petit peu plus que les 14 000 individus de 1998.

En 1998 on avait 803 agriculteurs exploitants et 195 ouvriers agricoles ayant répondu à un questionnaire individuel EDT.

Enquête Logement

Objectifs :

L'enquête Logement a pour objet de décrire les conditions de logement des ménages et leurs dépenses en logement. Les recensements ont bien sûr l'avantage de couvrir un échantillon plus important mais ne permettent pas de connaître les loyers, les charges, les plans de financement, les revenus, et bien des dimensions de la qualité de l'habitat qui sont au contraire abordées en détail par l'enquête Logement.

Thèmes du questionnaire :

- les caractéristiques physiques du parc de logements (taille, confort sanitaire, chauffage, dépendances),
- la qualité de l'habitat : état du logement et de l'immeuble, bruit, exposition, localisation, environnement, voisinage, sécurité, qualité des équipements existants (installation de chauffage), utilisation d'énergies propres,
- les modalités juridiques d'occupation du logement (forme et origine de la propriété, législation sur les loyers, aides de l'Etat),
- les difficultés d'accès au logement, la solvabilité des ménages, le fonctionnement des rapports locatifs,
- les dépenses associées au logement (loyers, charges locatives ou de copropriété, prix et financement des logements achetés récemment, remboursements d'emprunt des accédants, travaux) et les aides dont bénéficient les occupants,
- les ressources perçues par les différents membres du ménage,
- le patrimoine en logement des ménages,
- la mobilité résidentielle des ménages, l'opinion des ménages à l'égard de leur logement et leur désir éventuel d'en changer.

Date :

L'enquête est réalisée à intervalles réguliers depuis 1955 (tous les 4 ans environ). Les dernières enquêtes ont eu lieu en 1978, 1984, 1988, 1992, 1996, 2002 et 2006.

Plan de sondage :

Le champ de l'enquête est l'ensemble des logements ordinaires de France (métropole + DOM). L'échantillon national hors extensions comprend 34 000 logements en 2006 (30 000 en métropole et 4000 dans les DOM). L'échantillon y compris les extensions locales et régionales comprend plus de 70 000 logements (près de 60 000 en métropole et plus de 10 000 dans les DOM).

Pondération :

Le recalcul des pondérations de l'enquête Logement consiste en calages successifs sur les données de l'échantillon pour le traitement de la non-réponse, sur le recensement de 1999 pour limiter les aléas d'échantillonnage et sur des informations externes (compte satellite du logement, SITADEL) pour tenir compte des déficiences des bases de sondage.

La correction des aléas d'échantillonnage est effectuée séparément pour les résidences principales au RP99, pour lesquelles on dispose d'informations à la fois sur les logements et leurs occupants, et pour les autres types de résidences (occasionnelles, secondaires ou logements vacants), indépendamment de la catégorie de logement à l'enquête.

Pour les résidences principales, les variables retenues pour réduire les aléas d'échantillonnage sont les suivantes : le type de logement en deux postes (individuel ou collectif), la date d'achèvement de la construction, le nombre de pièces, la tranche d'unité urbaine, le nombre de logements de l'immeuble, le statut d'occupation (propriétaire, locataire,...), le nombre de personnes dans le ménage, l'âge de la personne de référence, la position socio-professionnelle de la personne de référence.

Pour les résidences non principales, on retient la date d'achèvement, le nombre de logements dans l'immeuble, la tranche d'unité urbaine.

L'échantillon de l'enquête logement 2006 comporte 382 ménages d'agriculteurs.

Enquête Emploi

L'enquête Emploi est l'une des pièces centrales du dispositif statistique de connaissance de l'emploi et du chômage (au sens du Bureau International du Travail). L'enquête apporte de nombreuses informations sur l'état et l'évolution du marché du travail. Elle fournit des données originales sur les professions, l'activité des femmes ou des jeunes, sur la durée de travail, les emplois précaires.

Il y a une enquête pour la métropole et une enquête pour les DOM. Ici on s'intéresse aux enquêtes de métropole. L'enquête emploi était annuelle avant 2002 (elle avait généralement lieu en mars) puis elle a été remplacée par l'enquête emploi en continu (enquête trimestrielle). L'année 2002 est une année de recouvrement entre l'ancien et le nouveau dispositif d'enquête. Chaque individu interrogé représente 600 personnes environ. Environ 38000 ménages répondent chaque trimestre à l'enquête emploi en continu (sur 54 000 ménages interrogés) soit autour de 72 000 personnes de 15 ans ou plus.

Plan du questionnaire 2009 :

- position sur le marché du travail
- activités professionnelles
- recherche d'emploi
- inscription à l'ANPE
- activité professionnelle antérieure
- formation
- inactivité
- allocutions
- situation un an auparavant
- origine géographique et sociale
- calendrier mensuel rétrospectif d'activité

Questions qui peuvent nous intéresser plus spécifiquement : horaires de travail, revenus, activités secondaires, profession des parents...

Les enquêtes complémentaires à l'enquête emploi

Thèmes des enquêtes complémentaires à l'enquête emploi :

- 1982 : carrières
- 1991 : conditions de travail
- 1992 : jeunes
- 1993 : nouvelles technologies
- 1994 : fécondité - famille
- 1995 : durée du travail
- 1996 : passage à la retraite
- 1997 : jeunes et carrières
- 1998 : conditions de travail
- 1999 : *pas d'enquête*
- 2000 : formation continue
- 2001 : aménagement du temps de travail
- 2002 : emploi des personnes handicapées
- 2003 : formation continue
- 2004 : organisation du temps de travail
- 2005 : conditions de travail et conciliation vie professionnelle/vie familiale

Enquête Formation Qualification Professionnelle

Historique :

L'enquête sur la formation et la qualification de 2003 est la sixième réalisée par l'INSEE sur ce sujet. Elle s'est déroulée d'avril à juin 2003. La première enquête du même nom remonte au début de l'année 1964. Depuis, quatre autres ont été réalisées, en 1970, 1977, 1985 et 1993. Les échantillons étaient nettement plus petits qu'en 2003.

Echantillon concerné :

En 2003, l'enquête FQP a concerné environ 40 000 logements. Dans chacun d'entre eux, seules les personnes de 18 à 65 ans (nées entre 1938 et 1985, bornes incluses) ont été interrogées. Si plus de deux personnes respectent cette contrainte, deux d'entre elles ont été tirées au sort pour répondre au questionnaire.

L'enquête FQP 2003 comporte 739 agriculteurs exploitants (CSP) de 18 à 65 ans dans son échantillon, ce qui correspond à 645 952 personnes en pondérant.

Objectifs :

Cette enquête est destinée à fournir des renseignements sur d'importantes questions de société :

- le fonctionnement du système éducatif ;
- les relations entre la formation et l'emploi ;
- la précarité et les situations qui mènent à la précarité ;
- la mobilité professionnelle et les évolutions de carrière ;
- l'efficacité de la formation continue, notamment en terme d'évolution salariale ;
- la mobilité sociale entre générations.

Ainsi, l'enquête sur la Formation et la Qualification Professionnelle (FQP) se donne comme objectifs :

- d'avoir une vision fine du parcours scolaire des personnes interrogées et de leur carrière professionnelle ;
- de donner simultanément une information détaillée sur le métier exercé actuellement et les professions occupées antérieurement, l'accès à la formation professionnelle continue, la formation initiale et la position sociale des parents ;
- de fournir des informations clefs sur les trajectoires sociales et le changement social en France ;
- d'alimenter la plupart des travaux sur l'évolution du système éducatif, sur les changements dans les profils des carrières ou encore sur les inégalités sociales.

Thèmes abordés :

1er thème :

- la situation professionnelle à la date d'enquête
- la situation professionnelle cinq ans auparavant
- la mobilité professionnelle entre ces deux dates

Ces informations permettront d'étudier la mobilité de la main d'œuvre tant du point de vue de la profession exercée et de la qualification acquise que des secteurs où l'activité est exercée.

2ème thème :

- le déroulement des études initiales
- l'entrée dans la vie active
- la formation continue

Ces données sont destinées à apprécier quelle est l'adéquation entre les formations reçues et les emplois occupés. Les informations relatives à la formation post-scolaire devraient également fournir des éléments de réponse aux questions sur l'investissement des entreprises dans ce domaine et l'impact de ces formations sur la carrière professionnelle ultérieure.

3ème thème :

- le milieu familial d'origine

Ces informations permettront par exemple d'estimer si l'accroissement des besoins en personnels qualifiés et en cadres, joint au relèvement du niveau de formation de la population ont entraîné ou non une augmentation de la mobilité sociale (situation des enfants comparée à celle de leurs parents).

4ème thème :

- les revenus d'activité

Rapprochée des autres renseignements de l'enquête, cette information doit permettre d'étudier les déterminants du salaire : le niveau de formation et la qualification, mais aussi le sexe, l'expérience, la formation continue, etc.

Enquêtes Revenus Fiscaux

Les Enquêtes Revenus Fiscaux de 1956 à 1990

Avant 1996, les enquêtes sur les revenus fiscaux n'avaient pas de périodicité annuelle. Elles ont porté sur les revenus des années 1956, 1962, 1965, 1970, 1975, 1979, 1984 et 1990. L'Insee tirait un échantillon de logements dans l'échantillon maître du recensement de la population. Pour chacun de ces logements une fiche adresse était remplie, comportant les coordonnées géographiques du logement avec le maximum de précisions, ainsi que la composition du ménage quand elle était connue. La fiche était ensuite transmise aux services fiscaux. Les informations fiscales étaient recueillies par l'administration fiscale, puis anonymisées avant d'être retournées à l'INSEE qui traitait, ensuite, l'information recueillie.

Les Enquêtes Revenus Fiscaux de 1996 à 2001

La CNIL n'a pas autorisé l'Insee à reconduire cette procédure pour ERF 1996. En effet, en donnant la composition du ménage aux services fiscaux l'Insee livrait potentiellement une source de redressement fiscal.

Une nouvelle méthode a donc été mise au point, qui a reçu un avis favorable de la CNIL. Cette méthode repose sur un appariement statistique entre le fichier de l'enquête Emploi Annuelle de l'Insee (réalisée en mars N+1) et les fichiers de la Direction Générale des Impôts (DGI) relatifs à l'impôt sur le revenu (c'est à dire correspondant aux déclarations 2042 à l'impôt sur le revenu de l'année N) et à la taxe d'habitation. On récupère ainsi, s'ils existent, les revenus de l'ensemble des individus présents dans le ménage de l'enquête emploi. Les ménages dont certains individus n'ont pas été retrouvés dans la ou les déclarations fiscales font partis de la réponse partielle, des revenus leurs sont donc imputés. L'échantillon obtenu après imputation des revenus manquants est redressé par calage sur les marges de l'enquête emploi et sur les masses fiscales de revenu. Pour arriver à un niveau de vie des ménages, des imputations de prestations familiales, minima sociaux et d'allocations de logement sont réalisées. Ces imputations de transferts sociaux sont réalisées sur barèmes ou, parfois, à l'aide d'équations économétriques (cas des allocations de logement attribuées aux propriétaires accédants). Les données obtenues respectent, dans la mesure du possible, les statistiques fournies par les CAF des allocataires au 31/12 de l'année de revenu de l'enquête.

Pour les Enquêtes Revenus Fiscaux 1996 et 1997, l'appariement n'a été effectué que sur une partie de l'échantillon de l'enquête Emploi annuelle (du mois de mars de l'année suivante). Pour les revenus de 1996 l'appariement a été fait sur le tiers médian de l'enquête emploi de mars 1997 (dans l'enquête Emploi annuelle, les logements sont réinterrogés trois années de suite), soit environ 25 000 ménages. Pour les revenus de 1997, ont été appariés les tiers médian et sortant de l'enquête Emploi de mars 1998 (soit environ 50 000 ménages). Les enquêtes sur les revenus fiscaux 1998, 1999, 2000 et 2001 ont porté quant à elles sur l'ensemble de l'échantillon de l'enquête Emploi annuelle, soit 75 000 ménages. Comme l'enquête « Emploi » sur laquelle elle s'appuie, l'enquête « Revenus fiscaux et sociaux » n'est représentative que des ménages ordinaires. Elle ne concerne que la France métropolitaine et a pour unité statistique les ménages et non le foyer fiscal.

Les Enquêtes Revenus Fiscaux de 2002 à 2005

A compter des revenus fiscaux 2002, l'enquête a dû s'adapter à l'enquête emploi en continu (EEC) qui est devenue trimestrielle. C'est désormais sur les quelques 37 000 ménages du quatrième trimestre de l'année de revenu observée que reposent les enquêtes « revenus fiscaux ».

Deux versions ont été produites pour l'année 2002 :

- la 1ère version dispose d'un système de pondération qui assure la continuité avec les Enquêtes Revenus Fiscaux 1996-2001 ;
- la 2nde version ERF 2002 réropolée dispose d'un système de pondération calée sur les données démographiques du recensement annuel de la population.

Depuis 2005 : Les enquêtes revenus fiscaux et sociaux (ERFS)

Pour les revenus des années 2005 et suivantes, une nouvelle série d'enquêtes revenus fiscaux voit le jour : l'enquête revenus fiscaux et sociaux. Elle s'appuie sur les prestations réelles et non plus sur des imputations de prestations. Les données de prestations sont en effet récupérées à partir des fichiers des organismes gestionnaires Caf, MSA et Cnav par rapprochement de fichiers. De plus les nouvelles enquêtes permettent une meilleure couverture des revenus du patrimoine.

Objectifs de l'enquête

- mesurer le niveau de vie des ménages ordinaires France métropolitaine
- assurer la production annuelle d'un taux global de pauvreté ou selon différentes classifications (classe d'âge, catégorie socio professionnelle, type de ménage etc....), suivre sur des périodes longues l'évolution des inégalités de niveaux de vie,
- mesurer l'impact de la conjoncture sur le revenu des ménages, (conf. annexe)

L'échantillon de l'ERFS 2007 comporte 640 agriculteurs (401 ménages dont la personne de référence est agriculteur).

Enquête Santé

Elle comporte trois objectifs principaux :

1) Mesurer la santé des personnes enquêtées, c'est à dire :

- recenser les maladies (problèmes de santé), y compris les handicaps, les incapacités et les déficiences, dont elles déclarent souffrir,
- recenser des situations susceptibles d'engendrer des problèmes de santé et/ou des consommations de soins (grossesse, stérilité etc.),
- mesurer la perception qu'ont les personnes de leur état de santé.

2) Mesurer les consommations de soins et de prévention des personnes enquêtées et donc :

- décrire chaque type de consommation (sa nature et la 'quantité' consommée),
- lier chaque consommation aux motifs qui l'expliquent,
- estimer le montant des dépenses de santé qu'engendrent ces consommations.

3) Mesurer certains des déterminants de la santé :

- caractériser ses principaux déterminants socio-démographiques (age, sexe, taille du ménage et sa composition) et économiques (profession actuelle, profession exercée le plus longtemps, niveau d'éducation, revenus etc.),
- caractériser certains de ses déterminants individuels : habitudes alimentaires, pratique du sport, consommation de tabac, d'alcool, évènements au cours de la vie etc.

25 000 logements enquêtés, soit environ 16800 répondants
Enquêtes en 2002-2003, 1991-1992, 1980-1981

Sur les 17 régions sans extension :

Echantillon tiré à partir de la base de Sondage Echantillon-Maître 99 et de la Base de Sondage des Logements Neufs.

Sur les 5 régions avec extension

Echantillon tiré à partir de la base de Sondage EMEX 99 (base EM et base d'extension RP) et de la Base de Sondage des Logements Neufs EMEX(base BSLN et base d'extension des logements neufs).

Les 5 régions ayant bénéficié d'une extension sont : Ile-de-France, Picardie, Nord Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Enquêtes de recensement

Objectifs

Le recensement est principalement destiné à satisfaire 2 objectifs :

- Dénombrer la population de la France à tous les échelons géographiques (commune, canton, département, région, pays).
- Connaître ses principales caractéristiques (démographie, niveau d'études, professions, types d'activité et d'emploi, etc.) et celles de son habitat (type de logement, nombre de pièces, niveau de confort, etc.).

Les indications chiffrées fournies par le recensement ont des utilisations nombreuses et variées, en termes d'analyse, de recherche, de prévision et d'action, au niveau national, bien sûr, mais surtout au niveau local. Ces données sont indispensables pour faire des choix en matière de politique de l'emploi ou encore d'équipements publics (crèches, hôpitaux, écoles, routes, équipements culturels et sportifs...). De plus, les statistiques émanant du recensement peuvent également fournir les données nécessaires à l'implantation d'entreprises privées.

Par ailleurs, les fichiers du recensement servent de base de sondage pour les enquêtes de l'INSEE auprès des ménages.

Il est essentiel que toutes les personnes enquêtées participent au recensement. Des réponses dépendent, en effet, la qualité des résultats et donc l'intérêt du recensement. L'anonymat est préservé et les réponses sont strictement confidentielles ; elles sont uniquement destinées à l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), qui les transforme en statistiques.

Thèmes

Le bulletin individuel porte sur les caractéristiques de l'individu : sexe, âge, état matrimonial, lieu de naissance, nationalité, lieu d'études, diplômes, lieu de résidence antérieure (cinq ans auparavant), emploi, catégorie sociale, secteur d'activité économique.

La feuille de logement décrit les caractéristiques

- du ménage : composition, taille, liens familiaux, nombre de voitures ...
- et du logement : type, année d'achèvement, taille, type d'occupation, HLM, chauffage, salle de bains, évacuation des eaux usées, année d'emménagement, parking.

Périodicité de l'enquête

Les enquêtes de recensement sont annuelles depuis 2004.

Année de la première enquête

Le premier recensement de la population moderne a eu lieu en 1801. Les RP depuis la dernière guerre ont eu lieu en 1946, 1954, 1962, 1968, 1975, 1982, 1990 et 1999.

Depuis janvier 2004, le recensement de la population résidant en France est annuel. Une nouvelle méthode de recensement remplace le comptage traditionnel organisé tous les sept à neuf ans. Mais tous les habitants ne sont pas recensés la même année. Les communes de moins de 10 000 habitants font désormais l'objet d'une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année.

Les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de leur population.

Période et mode de collecte

La collecte auprès des ménages s'effectue en janvier et février, et en mars auprès des communautés. A La Réunion le calendrier est inversé : collecte auprès des communautés en janvier, et en février et mars auprès des ménages. Un agent recenseur dépose les questionnaires et les reprend une fois remplis.

Enquête Étude de l'Histoire Familiale

En 1999, à l'occasion du recensement de la population, **380 000 individus de 18 ans et plus** (145 000 hommes et 235 000 femmes) ont rempli un bulletin de 4 pages sur leur situation et leur histoire familiales. Ces mêmes informations ont été recueillies auprès de personnes vivant en maisons de retraite (près de 3 000 bulletins), et auprès d'hommes détenus (1 700 bulletins). Une Enquête Famille similaire a été réalisée à l'île de la Réunion en 1997. Il y a aussi eu des enquêtes familles en 1982 et 1990. Il faudra attendre 2012 pour avoir de nouvelles informations.

L'enquête qui, pour la première fois, interroge des hommes à partir du même questionnaire que les femmes, permet une étude des familles aussi bien du point de vue masculin que du point de vue féminin. L'enquête s'intéresse autant aux situations familiales de fait qu'aux situations matrimoniales légales, distingue enfants biologiques et beaux-enfants élevés et permet une analyse fine des phénomènes de formation et recomposition des familles. Elle aborde les petits-enfants, les arrière-petits-enfants, et comporte aussi des questions sur les caractéristiques des parents. L'enquête enfin consacre sa partie thématique à la transmission des langues et des parlers et grâce à des échantillons régionaux conséquents (Corse, Alsace, Pays Basque, Bretagne, Catalogne) permet des analyses des pratiques linguistiques régionales.

Echantillon Démographique Permanent (EDP)

A la fin des années soixante, l'INSEE a entrepris d'accumuler au fil du temps les informations existantes, de nature essentiellement démographique, sur un échantillon représentatif de la population. Le recensement de 1968 initialisa cette collecte qui marqua les débuts de l'EDP (Echantillon Démographique Permanent).

Tirage de l'échantillon

La mise en place de l'EDP a été motivée notamment par la volonté d'avoir un échantillon qui puisse être enrichi continuellement par les nouvelles informations disponibles. Il était alors nécessaire de simplifier au maximum le mode de tirage de l'échantillon, tout en maintenant sa représentativité transversale. Le choix du critère de sélection des individus se porta sur le jour de naissance : l'échantillon rassemble tous les actes d'état civil et toutes les informations consignées dans les bulletins de recensement successifs des personnes nées l'un des 4 jours de référence (les 1, 2, 3 et 4 octobre) d'une année quelconque. Ainsi, à tout moment, la base est proche d'un échantillon au 1/100 (4/365) de la population résidant en métropole. Le renouvellement de l'échantillon est assuré de manière automatique par les naissances ou par la venue de nouveaux immigrés signalée à l'occasion d'un recensement ou d'un événement enregistré dans un acte de l'état civil. Inversement, le suivi d'un individu cesse de fait en cas de décès ou à la suite d'une émigration hors métropole. Mais la trace de cet individu persiste dans l'échantillon avec le détail des événements démographiques qui ont jalonné son parcours sur le territoire métropolitain.

Nature de l'information collectée

Deux sources alimentent le fichier. L'une, le recensement de la population, décrit les individus à des dates fixées. L'autre, l'état civil, recueille l'information à l'occasion d'événements majeurs de la vie familiale.

L'EDP en chiffres

La base d'études rassemble environ 900 000 enregistrements individuels, dont plus de 600 000 concernent des personnes présentes au recensement de la population de 1999. Sur l'ensemble de la base plus de 750 000 personnes sont nées en France. La population est décrite par 1 622 variables, dont un nombre non négligeable reprennent une même situation à travers des sources diversifiées.

Il faudra attendre plusieurs mois avant de disposer d'une nouvelle base intégrant le nouveau recensement.

Enquête "La construction des identités" ou Histoire de Vie 2003

Objectifs de l'enquête « histoire de vie » :

L'intégration dans la société procède par une multiplicité d' « appartenances identitaires » qui permettent à chacun à la fois de se reconnaître comme proche de ses « pairs » et différent des autres. Chaque personne appartient à un genre (homme, femme), à une classe d'âge, à un groupe professionnel, se caractérise par des convictions « éthiques » au sens large, se singularise par des origines géographiques ou sociales, éventuellement par des activités culturelles, etc.

Chaque individu attache à ces différents domaines « vecteurs d'identité » (emploi, famille, loisirs, santé, lieux, regard des autres...) une importance variable, qui ne se limite pas à du temps passé ou à une rentabilité économique ou sociale, mais qui s'exprime aussi par un attachement, une affirmation. L'enquête se donne pour but la description du lien social du point de vue des individus : elle cherchera à mesurer comment chacun construit sa relation aux autres et à la société en général en adoptant deux principaux angles d'analyse : la trajectoire passée et le positionnement actuel. Elle cherchera donc à expliquer l'importance plus ou moins grande de diverses dimensions sociales dans les « profils identitaires » par des éléments tels que les trajectoires sociales, géographiques, idéologiques et culturelles, et les situations professionnelles, familiales, l'état de santé, les pratiques culturelles, etc. Mesurer la part d'un vecteur identitaire dans la construction de l'identité d'une personne nécessite de recueillir plusieurs types de données. Certaines sont objectives, d'autres subjectives. L'enquête favorisera les premières, sans renoncer aux secondes, qui sont essentielles dans ce domaine.

Les données objectives porteront à la fois sur l'appartenance à un groupe (groupe des jeunes, des femmes, des chômeurs, des amateurs de musique, des militants politiques...) et sur les éléments descriptifs de « l'identité en actes » (porter des vêtements propres à son groupe d'âge, être inscrit dans une association de défense ou de représentation d'un groupe professionnel,...) qui permettent de s'assurer de la place qu'un élément d'identité tient dans l'image sociale que la personne se construit ou qui s'impose à elle.

La collecte : dates, lieux et taille de l'échantillon

La collecte a débuté en février 2003 s'est terminée en avril 2003. Environ 13 500 fiches-adresse ont été tirées hors échantillon maître et hors EEC pour cette enquête. Environ 8 000 individus répondants, dont 4000 actifs occupés. 328 agriculteurs ou agriculteurs retraités ont répondu.